



Récession économique mondiale liée à la covid-19: la lutte contre la faim doit être au centre de la relance économique

En janvier dernier, le Fonds monétaire international (FMI) prévoyait une croissance de 3,3 pour cent de l'économie mondiale en 2020, mais dans ses dernières perspectives publiées en avril dernier, il annonce à présent une récession de 3 pour cent, sans scénarios de reprise et avec de nombreux risques.

Les scénarios décrits dans la présente note de synthèse prévoient que, si la récession mondiale provoquée par l'épidémie de covid-19 devait entraîner une réduction du taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) comprise entre deux et dix points de pourcentage dans tous les pays en 2020, l'augmentation du nombre de personnes sous-alimentées dans les pays importateurs nets de produits alimentaires se situerait entre 14,4 et 80,3 millions, principalement dans les pays à faible revenu.

Dans tous les pays, la relance économique doit avoir pour principal objectif de permettre aux chaînes d'approvisionnement alimentaire de continuer à fonctionner, tout en protégeant l'accès aux aliments produits aux niveaux local, régional et mondial. Les mesures de relance qui visent à lutter contre les menaces pesant sur l'accès aux aliments doivent mettre l'accent sur les initiatives de renforcement de la résilience des systèmes alimentaires afin de les prémunir contre les ralentissements et les fléchissements économiques.

CONTEXTE

Après plusieurs décennies de baisse continue, la tendance de la faim dans le monde s'est inversée en 2015 et le nombre de personnes qui en souffrent, mesuré par la prévalence de la sous-alimentation, a commencé à augmenter lentement. Ainsi, plus de 820 millions de personnes dans le monde souffraient de la faim en 2018, ce qui met en relief l'immensité du défi à relever si l'on veut atteindre l'objectif de développement durable «Faim zéro» d'ici à 2030. L'année dernière, le rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* a montré que, dans nombre de pays, la reprise économique inégale et les résultats économiques – toujours moroses après le fléchissement de l'économie mondiale de 2008-2009 – sont parmi les principaux facteurs qui entravent les efforts déployés pour mettre un terme à la faim et à la malnutrition (FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS, 2019)¹. Ce rapport présente des éléments attestant que la plupart des pays (65 sur 77) ayant connu un accroissement de la sous-alimentation de 2011 à 2017 ont, dans le même temps, souffert d'un ralentissement ou d'un recul de leur économie. Ce constat est d'actualité, compte tenu des périodes de perturbations financières, des tensions commerciales accrues et du resserrement des conditions financières qui contribuent à fragiliser les perspectives économiques mondiales en 2019.

¹ Les éditions de 2017 et de 2018 de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* ont montré que les conflits, la variabilité du climat et les extrêmes climatiques comptaient également parmi les facteurs qui entravent les efforts déployés pour mettre un terme à la faim et à la malnutrition. L'édition de 2020 de ce rapport, qui devrait être publié à la mi-2020, donnera les estimations du nombre de personnes qui ont souffert de la faim dans le monde en 2019.

Aujourd'hui, la pandémie sans précédent de covid-19 assombrit ces perspectives économiques mondiales dans des proportions que personne n'aurait pu prévoir. Les liens entre résultats économiques et sous-alimentation sont devenus encore plus flagrants en 2020.

Le rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* appelle en outre à agir sur deux fronts (FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS, 2019): le premier consiste à préserver la sécurité alimentaire et la nutrition au moyen de politiques économiques et sociales qui contribuent à contrer les effets des ralentissements ou fléchissements économiques.

Le deuxième consiste à s'attaquer aux inégalités existantes à tous les niveaux, par des politiques multisectorielles qui aident à lutter de manière plus durable contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Ces recommandations en matière de politiques sont encore plus essentielles en ces temps de pandémie de covid-19.

VERS UNE GRAVE RECESSION MONDIALE EN 2020

Malgré de très nombreuses incertitudes, des données insuffisantes et un manque de clarté sur ce que l'avenir proche nous réserve, on s'attend à ce que la pandémie de covid-19 entraîne une importante récession mondiale de l'économie en 2020. La plupart des institutions internationales, des entreprises financières et des instituts de recherche l'affirment.

Bien que la plupart des pays aient assuré la continuité de la circulation des produits et de la fourniture des services essentiels, partout dans le monde les pouvoirs publics n'ont pas eu d'autre choix que de mettre en place des mesures de santé publique telles que la distanciation physique et l'isolement pour ralentir la propagation de ce nouveau virus. Ces mesures généralisées de confinement et d'isolement des ménages entraînent, sans aucun doute, un sérieux ralentissement de l'activité économique. Étant donné que ces mesures ont été prises à des moments différents selon les pays et au sein de chaque pays, la reprise économique prendra du temps.

Il est clair que l'économie mondiale, tant du côté de la demande que du côté de l'offre, subira les effets de multiples réactions en chaîne. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a récemment expliqué ce que cela impliquera pour l'alimentation et l'agriculture (FAO, 2020a). Les mesures de confinement prises par les gouvernements partout dans le monde entraînent une diminution très importante et sans précédent des transports (terrestres, maritimes et aériens) de biens et de personnes. Les révisions des résultats dans les plus grandes multinationales indiquent que les flux d'investissements étrangers directs pourraient chuter de 30 à 40 pour cent en 2020 et 2021, selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). L'Organisation internationale du travail (OIT) avait initialement annoncé que le nombre de chômeurs dans le monde pourrait augmenter d'environ 25 millions de personnes (OIT, 2020), mais même cette estimation est déjà caduque, le nombre de licenciements dus à la crise dépassant de loin toutes les prévisions. L'Organisation mondiale du commerce prévoit une chute du commerce mondial des marchandises comprise entre 13 et 32 pour cent en 2020 (OMC, 2020).

Le FMI a confirmé que le monde s'apprête à vivre la pire récession économique depuis la Grande dépression. Dans son rapport *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril, il prévoit une contraction de l'économie mondiale de 3 pour cent en 2020; en janvier, ses projections de base annonçaient une croissance de 3,3 pour cent. Ce rapport prévoit une baisse de 6,1 pour cent du PIB dans les économies avancées et de 1 pour cent dans les pays émergents et en développement. Il ne présente pas de scénarios de reprise, seulement les risques de détérioration qui affectent le scénario, c'est-à-dire essentiellement la possibilité que la pandémie actuelle ne puisse pas être endiguée ou qu'une situation comparable se reproduise en 2021.

D'autres avaient déjà fait des prévisions tout aussi pessimistes. Selon les projections de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le confinement aura des conséquences directes sur les secteurs qui représentent un tiers du PIB dans les grandes économies (OCDE, 2020). En outre, l'OCDE prévient que pour chaque mois de confinement, la croissance annuelle du PIB perdra 2 points de pourcentage (p.p.) et préconise le lancement d'un «plan Marshall mondial» pour lutter contre les effets de la pandémie de covid-19. *Oxford Economics* prévoit une contraction de l'économie de 1,3 pour cent en 2020 (*Oxford Economics*, 2020). Les États-Unis d'Amérique, l'Union européenne et la Chine enregistreront respectivement une baisse du PIB de 2,6 pour cent, de 3,2 pour cent et de 0,9 pour cent. L'*Economic Intelligence Unit* (EIU) a revu ses prévisions à la baisse et prévoit maintenant une contraction de 2,2 pour cent de l'économie mondiale en 2020 (EIU, 2020). En comparant ses prévisions précédentes et celles de la période de la pandémie de covid-19 (jusqu'au 26 mars 2020), l'EIU estime que, dans les pays du G20, la croissance du PIB réel pourrait notamment reculer d'environ 2 p.p. au Japon, jusqu'à 8 p.p. au Brésil et en Allemagne et de 7 p.p. en Italie et en Turquie, à cause de la récession provoquée par l'épidémie de covid-19. En Chine et aux États-Unis d'Amérique la croissance économique diminuerait respectivement d'environ 4,9 et 4,5 p.p. Les prévisions sont révisées à la baisse de 4,5 p.p. pour l'économie mondiale et devraient être réduites plus ou moins dans les mêmes proportions pour neuf pays.

Le fait que ces prévisions restent incertaines et puissent évoluer rend difficile l'analyse des effets. Toutefois, nous savons que les pertes en vies humaines et les pertes économiques seront énormes et que les pays à revenu faible et intermédiaire seront probablement les plus touchés. Ces pays, et surtout ceux qui ont le plus faible revenu, font partie de ceux qui comptent le plus grand nombre de personnes souffrant de la faim, d'insécurité alimentaire, de malnutrition et de pauvreté dans le monde. Même si certains pays à revenu élevé ont également des difficultés à lutter contre les effets de la pandémie de covid-19, la situation est pire pour les pays à revenu faible et intermédiaire qui n'ont pas les capacités institutionnelles et/ou les mécanismes et les fonds d'urgence nécessaires pour stimuler leurs économies et protéger les moyens de subsistance des personnes les plus vulnérables lors d'une crise mondiale. Les pays à revenu faible et intermédiaire subissent également des pertes commerciales et d'importantes sorties de capitaux, que les investisseurs cherchent à mettre à l'abri. Les transferts de fonds diminuent et les recettes du tourisme s'effondrent. En Afrique et en Amérique latine, les budgets des pays exportateurs de pétrole sont sérieusement grevés par la récente chute massive des cours du pétrole brut. Les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement ont beaucoup à perdre, eux aussi. Par exemple, les petits États insulaires en développement doivent importer de la nourriture et enregistrent des pertes sans précédent dans le secteur du tourisme et des transferts de fonds, tout en subissant de plein fouet les changements climatiques.

Fin mars, le FMI avait reçu des demandes de financement d'urgence de 50 pays à faible revenu et 31 pays à revenu intermédiaire. Selon ses estimations, les pays émergents pourraient avoir besoin, globalement, d'au moins 2 500 milliards d'USD. Les marchés financiers locaux et les réserves nationales étant dans l'incapacité de maintenir les flux de liquidités, les financements des créanciers internationaux seront largement sollicités. Le FMI a approuvé une facilité de prêt de mille milliards de dollars et la Banque mondiale a mis en place un appui financier à long terme de 160 milliards de dollars pour les 15 prochains mois (Banque mondiale, 2020a). Le FMI et la Banque mondiale ont pris un certain nombre de mesures en faveur des pays les plus pauvres, notamment en concentrant en début de cycle les financements sous forme de dons et en octroyant des prêts assortis de conditions de faveur, mais également en accordant un allègement de la dette approuvé par le G20. Ces deux institutions ont demandé aux créanciers bilatéraux de suspendre le paiement des dettes des pays à faible revenu. À cause de l'effondrement des

devises face au dollar, les coûts dollarisés du service de la dette sont devenus presque intenable, bien que les taux d'intérêt soient actuellement bas, ce qui risque d'entraîner une inflation des prix des produits alimentaires sur le marché intérieur dans les pays importateurs de nourriture. Dans une telle situation, les initiatives des principales banques centrales, en particulier de la Réserve fédérale des États-Unis, pourraient avoir une importance vitale pour ces pays.

Il est évident qu'une relance économique est nécessaire de toute urgence et celle-ci est en train d'être déployée un peu partout dans le monde. Cependant, elle ne doit pas seulement reposer sur les facilités de prêt des institutions financières internationales mentionnées ci-dessus, mais également sur des mécanismes et des fonds d'urgence pour les pays qui ont épargné dans une telle éventualité, des ressources générées par la réaffectation de dépenses publiques, et même des aides étrangères pour les pays qui en ont le plus besoin.

La relance économique doit porter sur les secteurs de la santé, de l'agriculture et de l'alimentation. La santé doit être placée au premier plan, mais il n'y a pas de bonne santé sans un accès à des aliments nutritifs pour les plus vulnérables. Les mesures de confinement et de quarantaine ont restreint les chaînes d'approvisionnement alimentaire, les dépenses de consommation et le pouvoir d'achat. Les mesures de relance économique doivent protéger les éléments essentiels de la sécurité alimentaire (disponibilité, accès, utilisation et stabilité). Si, pendant cette pandémie de covid-19, les mesures de relance économique ne garantissent pas à tous et en permanence un accès matériel, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires et de mener ainsi une vie saine et active, un grand nombre de personnes seront tuées par le virus, mais beaucoup mourront également ou seront gravement malades à cause de la faim.

TOUS LES SCENARIOS PRÉVOIENT UNE AGGRAVATION IMPORTANTE DE LA FAIM, TOUTES CHOSES ETANT EGALES PAR AILLEURS

Compte tenu de la situation, les prévisions économiques comportent une grande part d'incertitude et ce sera ainsi pendant un certain temps. Bien que les spécialistes des pandémies envisagent plusieurs scénarios, la FAO prévoit, dans le cadre d'une analyse quantitative, les conséquences potentielles de la récession économique mondiale sur la faim. Cette approche est justifiée: aussi optimiste qu'un scénario puisse être, le coût en termes d'aggravation de la faim pourrait être élevé, par conséquent des mesures appropriées doivent être prises avant qu'il ne soit trop tard.

D'après l'analyse statistique de la FAO portant sur les pays à revenu faible et intermédiaire pour la période de 1995 à 2017, les répercussions des ralentissements économiques et des récessions temporaires sur la disponibilité des produits alimentaires s'expliquent en grande partie par le niveau de la réduction du PIB par habitant. Il a été démontré que les ralentissements relativement limités ont des effets très importants sur l'approvisionnement net en produits alimentaires dans les pays importateurs de denrées alimentaires. Dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) qui ne sont pas suffisamment autosuffisants pour produire la nourriture que leurs habitants consomment, l'approvisionnement alimentaire a été gravement perturbé par quasiment tous les types de ralentissements économiques. Les études montrent que dans ces pays, en moyenne, une réduction d'un seul point de pourcentage de la croissance du PIB a réduit de 0,306 pour cent l'approvisionnement alimentaire. À titre de comparaison, pour le groupe des pays importateurs nets de produits alimentaires, lorsqu'on prend également en compte ceux qui ont un revenu intermédiaire, les études montrent qu'une réduction de la croissance du PIB d'un seul point de pourcentage réduit de 0,154 pour cent l'approvisionnement alimentaire. Pour les

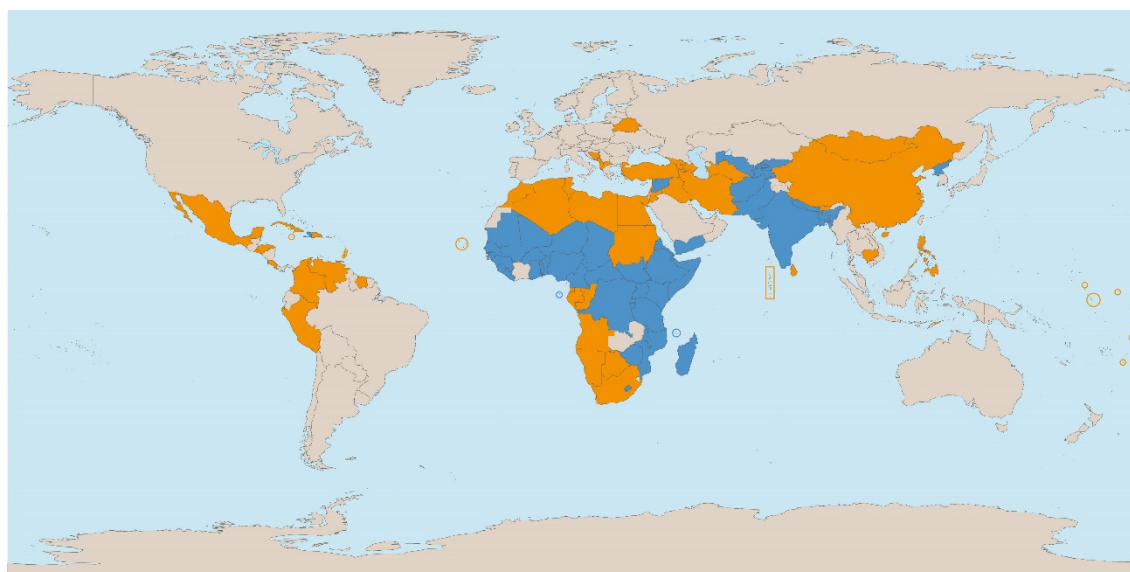
pays exportateurs nets de produits alimentaires, ce lien n'est pas statistiquement significatif. On trouvera plus de détails sur les méthodes utilisées pour obtenir ces estimations statistiques, la définition des groupes et des échantillons de pays et l'analyse qui suit ci-après dans la note technique de Conti, Cafiero et Sánchez (2020).

Ces estimations nous ont permis d'évaluer les conséquences de trois scénarios hypothétiques de réduction de la croissance du PIB réel sur l'approvisionnement net en produits alimentaires de 101 pays importateurs nets de produits alimentaires (dont 47 sont des PFRDV), afin de prévoir l'effet sur la prévalence de la sous-alimentation dans tous ces pays. Les pays de l'échantillon, qui représentaient une population de 5,2 milliards de personnes en 2018, couvrent une grande partie du monde (Figure 1). Réserve importante: il est possible que l'analyse ne fasse pas apparaître les conséquences globales de la réduction de la croissance du PIB sur la prévalence de la sous-alimentation dans la mesure où elle ne prend pas en compte les effets possibles d'une réduction de l'accès aux produits alimentaires². En outre, même les chiffres indiqués ici pour le scénario le plus pessimiste doivent être considérés comme une sous-estimation des effets potentiels de la pandémie de covid-19 sur la sécurité alimentaire dans le monde, car ils portent uniquement sur la sous-alimentation ou la faim, qui résulte d'une grave insécurité alimentaire. Il est probable que, dans tous les pays, un nombre beaucoup plus important de personnes ne pourront plus accéder régulièrement à des produits alimentaires, au moins à court terme, à cause des diverses mesures mises en place pour limiter la propagation de la maladie³.

² Avec la mise en place de mesures de confinement et la crise économique qui met en péril les moyens d'existence et les revenus, les groupes les plus pauvres et vulnérables ont plus de difficultés à accéder aux produits alimentaires et se retrouvent parfois dans l'impossibilité de se nourrir. En l'absence de politiques efficaces, ceux qui ont des revenus plus élevés bénéficieront d'un meilleur accès aux produits alimentaires, ce qui entraînera une plus grande inégalité dans la consommation de ces produits. Toutefois, les données historiques disponibles qui permettent d'estimer l'ampleur de l'inégalité en termes de consommation des produits alimentaires dans les pays ne donnent pas suffisamment d'éléments de durée et ne sont pas assez détaillées pour mettre en évidence les effets directs des ralentissements et des fléchissements du PIB sur le coefficient de variation de l'apport énergétique alimentaire habituel de la population, qui est l'autre paramètre important permettant d'évaluer la prévalence de la sous-alimentation. Dans une prochaine phase, la FAO fera des prévisions sur les effets potentiels de la crise économique mondiale sur la prévalence de la sous-alimentation, en combinant les effets estimés de l'approvisionnement net en produits alimentaires avec les scénarios possibles en termes de changements dans l'inégalité de consommation de produits alimentaires. En outre, le nombre estimatif de personnes sous-alimentées présenté dans ce document se fonde sur des séries anciennes d'estimations de la prévalence de la sous-alimentation en Chine et en Inde, qui n'ont pas été révisées depuis longtemps et que la FAO révisera lorsque de nouvelles données officielles sur la consommation de produits alimentaires des années récentes seront disponibles.

³ Selon les estimations de la FAO, du FIDA, de l'UNICEF, du PAM et de l'OMS (2019), 1,3 milliard de personnes dans le monde auraient été en situation d'insécurité alimentaire modérée de 2016 à 2018.

FIGURE 1 | Échantillon de 101 pays importateurs nets de produits alimentaires utilisé dans l'analyse des scénarios de réduction de la croissance du PIB



■ Pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) (n=47)

■ Pays importateurs nets de produits alimentaires, sauf les PFRDV (n=57)

Note: les limites des pays correspondent à celles de la Carte du monde de l'ONU, février 2020.

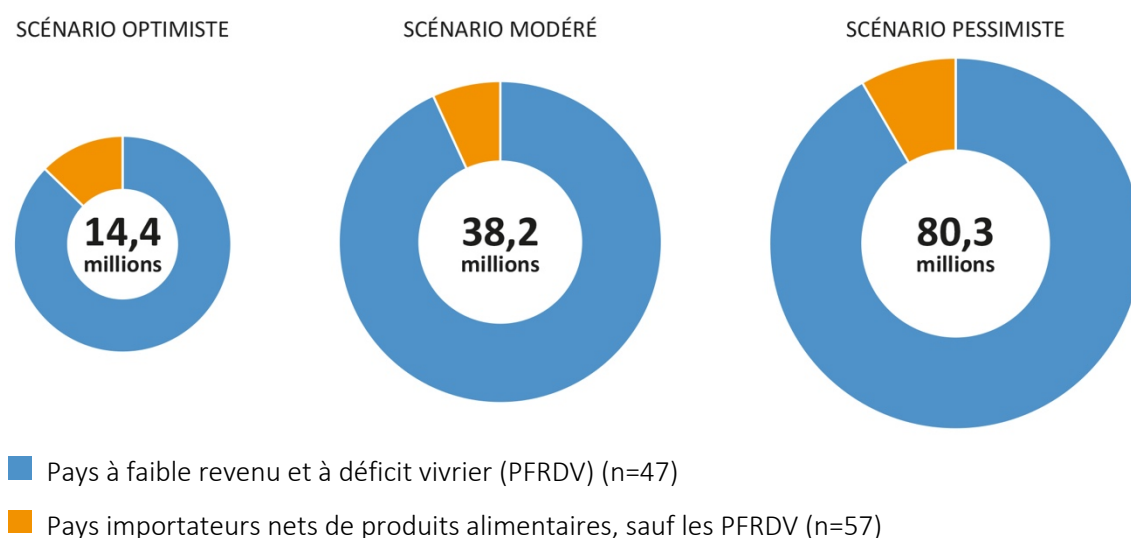
Source: établi par les auteurs.

Comme les prévisions économiques sont incertaines et peuvent évoluer, le choix de la réduction de la croissance du PIB dans les trois scénarios hypothétiques s'appuie sur les prévisions de l'EIU qui correspondent aux périodes avant et pendant (jusqu'au 26 mars 2020) la pandémie de covid-19 et seulement pour définir des plages de réduction. Dans ce cas de figure, la croissance du PIB pourrait baisser d'environ 2 p.p. (prévision pour le Japon), 5 p.p. (réduction moyenne pour tous les pays du G20) ou environ 8 p.p. (prévision pour le Brésil).

Nous avons ajouté 2 p.p. à la prévision pour le Brésil afin de définir un scénario plus pessimiste dans lequel tous les pays subissent une réduction hypothétique de la croissance du PIB de 10 p.p. Le deuxième scénario (réduction de la croissance du PIB de 5 p.p.) est proche de ce que le FMI prévoyait dans son rapport Perspectives de l'économie mondiale d'avril pour les pays en développement à faible revenu (réduction de la croissance annuelle de 4,7 p.p. entre 2019 et 2020) et les économies émergentes et en développement (5,7 p.p.).

Résultats. En passant des hypothèses les plus optimistes aux moins optimistes de réduction de la croissance du PIB (2 p.p., 5 p.p. et 10 p.p. de réduction de la croissance du PIB), entre 14,4 millions et 80,3 millions de personnes environ pourraient souffrir de sous-alimentation dans les pays importateurs nets de produits alimentaires, si l'on compare avec les estimations disponibles de la prévalence de la sous-alimentation (Figure 2). Ces estimations reposent essentiellement sur la situation qui prévaut dans les PFRDV, pays les plus vulnérables.

FIGURE 2 | Augmentation de la sous-alimentation dans les pays importateurs nets de produits alimentaires, résultant des trois scénarios hypothétiques de réduction de la croissance du PIB (en millions de personnes)



Source: établi par les auteurs, sur la base de la méthodologie, des données et de l'analyse décrites dans la note technique de Conti, Cafiero et Sánchez (2020) (voir www.fao.org/documents/card/fr/c/ca8815en).

Même si elles ont été réalisées à titre indicatif, ces estimations sont alarmantes! Pire encore, il est probable que ces chiffres sous-estiment les effets potentiels de ces diminutions hypothétiques de la croissance du PIB sur la faim dans le monde, étant donné que nous ne prenons en compte les répercussions sur la prévalence de la sous-alimentation que dans le cadre de l'évolution de l'approvisionnement (disponibilité) alimentaire et uniquement dans les pays importateurs nets de produits alimentaires. Premièrement, le nombre de nouvelles personnes sous-alimentées victimes des diminutions simulées de la croissance du PIB sera beaucoup plus élevé dans le monde si, dans le même temps, la crise économique entraîne une aggravation durable de l'inégalité globale d'accès aux aliments. Cette aggravation est probablement déjà en cours dans de nombreux pays à cause des mesures d'urgence adoptées pour limiter la propagation de l'infection et de la baisse des revenus, dont sont surtout victimes les pauvres. Deuxièmement, les pays à revenu élevé et les pays exportateurs nets de produits alimentaires ne sont pas pris en compte. Des récessions de très grande ampleur pourraient même avoir des répercussions sur l'approvisionnement net en produits alimentaires, y compris dans les pays traditionnellement exportateurs, peut-être à cause des effets sur la production dans une certaine mesure, mais surtout à cause de la réduction de la demande de leurs partenaires commerciaux. En outre, dans ces pays, même si la disponibilité des produits alimentaires ne sera probablement pas gravement mise en péril, les populations vulnérables risquent de ne plus avoir accès à ces produits pendant la pandémie de covid-19. Cela ne fait aucun doute que, dans tous les pays, la relance économique doit à la fois permettre d'assurer le bon fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement alimentaire et de mettre en place des mesures pour protéger l'accès des populations aux aliments.

DES MESURES DOIVENT ÊTRE PRISES D'URGENCE POUR ATTENUER LES EFFETS SUR LA FAIM

Étant donné l'intégration mondiale de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, la collaboration et la coordination entre tous les pays, et au sein de chacun d'entre eux, deviennent capitales. Les principaux acteurs de la communauté internationale, et le système des Nations Unies en particulier, ont un rôle central à jouer.

Jusqu'à présent, les principales mesures économiques prises par la plupart des pays ont consisté à injecter d'importantes quantités de liquidités au moyen de politiques budgétaires et monétaires destinées à soutenir la demande. Il s'agissait notamment de reporter les obligations financières, de mettre en place des filets de sécurité tels que des transferts monétaires pour les nouveaux chômeurs et de veiller à ce que l'offre de crédit soit adéquate. Les banques centrales des pays à revenu élevé ont remis en place leurs programmes d'urgence d'assouplissement quantitatif et de rachat de dettes, qui visent à stimuler les cours des obligations et à contenir les taux d'intérêt. En mars, la Banque centrale européenne a ajouté 120 milliards d'euros à son programme d'achat d'obligations, puis 750 milliards d'euros par la suite. Les dirigeants de l'Union européenne discutent de la mutualisation des dépenses sous la forme d'un éventuel fonds européen de relance. Il serait destiné à financer des transferts, pas des prêts, pour un montant de 1 500 milliards d'euros, en utilisant le même mécanisme que le budget de l'UE, pour une durée de deux ou trois ans. En mars, la Réserve fédérale des États-Unis a également annoncé un programme similaire de 700 milliards de dollars et envisage un cycle de financement supplémentaire. Pendant la deuxième semaine d'avril, elle a annoncé de nouvelles facilités de prêt (achat d'obligations) pour un montant de 2 300 milliards de dollars, destinées à accorder des crédits aux petites entreprises et aux municipalités.

L'injection de liquidités et les engagements de dépenses seront problématiques dans les économies émergentes et les pays plus pauvres. Il y a de fortes probabilités pour que ces pays n'aient pas les outils permettant d'exploiter pleinement ces politiques de relance pour répondre à l'ampleur des problèmes résultant de la pandémie de covid-19. La facilité de prêt de 1000 milliards de dollars du FMI et l'appui financier à long terme de la Banque mondiale pourraient ne pas suffire. Par conséquent, la communauté internationale doit agir de concert, dès à présent, pour stimuler la relance économique dans les pays qui ne disposent pas de capacités d'épargne leur permettant de s'en sortir seuls. Ces pays, pour leur part, ont l'obligation de faire preuve de responsabilité budgétaire et d'objectivité afin de redéployer leurs propres ressources pour satisfaire les besoins les plus urgents liés à la pandémie de covid-19 et de mettre en place des incitations adaptées pour que le secteur privé agisse à l'unisson.

Dans tous les pays, les mesures de relance économique doivent répondre à deux nécessités urgentes à court terme:

- Premièrement, maintenir la disponibilité constante des produits alimentaires en veillant à ce que la chaîne d'approvisionnement continue de fonctionner et ne soit pas interrompue.
- Deuxièmement, et c'est le plus important, appliquer immédiatement des mesures pour faire en sorte que la perturbation de l'activité économique dans toutes les chaînes d'approvisionnement en général, et plus particulièrement dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire, qui entraîne déjà une forte baisse des revenus mensuels avec lesquels les populations les plus pauvres et vulnérables n'arrivent pas à s'en sortir, n'aggrave pas davantage leurs problèmes d'accès aux aliments.

La FAO recense un certain nombre de domaines d'intervention qui permettent d'assurer le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement alimentaire, en premier lieu les politiques commerciales⁴. Les mécanismes recommandés pour stimuler la consommation et la production (FAO, 2020b) consistent notamment à renforcer la transparence du marché, grâce à des systèmes d'information sur les marchés agricoles tels que le système AMIS,⁵ à assurer une bonne coordination avec les partenaires commerciaux et à éviter certaines mesures de restriction du commerce. La FAO préconise également de renforcer la logistique dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire et de veiller à la bonne coordination de tous les acteurs. Ainsi, il faut, d'une part, allouer des ressources pour stimuler un certain nombre de secteurs clés (par exemple le transport) et des entreprises telles que les négociants en produits agricoles, les magasins de fournitures pour l'élevage, les entreprises de transformation et les détaillants alimentaires, en particulier les petites et moyennes entreprises et, d'autre part, s'appuyer sur les marchés publics et l'innovation pour permettre aux marchés locaux de rester ouverts (FAO, 2020c). Il est capital de permettre aux petits agriculteurs d'avoir accès aux marchés (FAO, 2020d). Ces exemples ne sont qu'une partie des domaines d'intervention importants recensés par la FAO qui permettent d'assurer le bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement alimentaire (FAO, 2020e).

La présente note de synthèse traite non seulement de l'importance du maintien de la chaîne d'approvisionnement alimentaire pour préserver l'accès aux produits alimentaires, mais elle souligne également qu'il est nécessaire de faire porter les politiques sur un problème ancien dans les pays à revenu faible et intermédiaire: les inégalités. La situation actuelle est pour les gouvernements l'occasion de s'attaquer de front aux inégalités en axant les plans de relance nécessaires, à savoir les mesures budgétaires et monétaires, sur les personnes les plus pauvres et sous-alimentées. Les plans de relance doivent donc se concentrer à la fois sur les transferts monétaires et sur les transferts en nature. Tous les efforts, depuis les nouvelles lignes de crédits, les filets de sécurité, l'aide au revenu sous la forme de transferts monétaires jusqu'aux programmes de distribution alimentaire tels que les banques ou les coupons alimentaires et le maintien de la distribution des repas scolaires, doivent être dirigés vers les plus démunis. Et ce, pas seulement parce que ce sont ceux qui en ont le plus besoin, mais parce que cela aura un effet positif sur la demande, qui restera dynamique, et amortira le choc sur l'économie, à laquelle les plus pauvres pourront continuer de participer. La FAO recommande fortement la mise en place de mesures de protection sociale destinées à protéger les ruraux pauvres contre les effets de la pandémie de covid-19 (FAO, 2020f). Les mesures qui visent spécifiquement à renforcer l'accès aux produits alimentaires, et plus largement les campagnes d'information, doivent s'intéresser à la qualité nutritive des aliments. De plus, la FAO recommande vivement de continuer à s'alimenter sainement, surtout dans ce contexte de pandémie de covid-19 (FAO, 2020g).

Si ces mesures d'urgence ne parviennent pas à garantir la distribution d'aliments nutritifs, il est évident que le nombre de personnes sous-alimentées augmentera, ainsi que l'insécurité alimentaire, ce qui ne fera qu'aggraver les inégalités économiques. La Décennie d'action des Nations Unies en faveur de la nutrition essuierait alors un important revers.

Quelques exemples encourageants de mesures de «relance en faveur de l'alimentation» commencent à apparaître dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Il est donc possible de stimuler l'économie en période de pandémie de covid-19 sans perdre de vue la nécessité de préserver l'accès aux aliments. Bien que ces mesures de relance soient encore modestes, elles

⁴ La FAO documente cet axe de travail dans plusieurs notes de synthèse sur le thème de la covid-19. Pour plus de détails, voir: www.fao.org/2019-ncov/resources/policy-briefs/fr

⁵ Voir www.fao.org/policy-support/mechanisms/mechanisms-details/fr/c/428659

peuvent quand même éviter à des millions de personnes de rejoindre les rangs de tous ceux qui souffrent de la faim dans le monde, ce qui permettrait d'écarter les scénarios défavorables présentés plus haut.

Un examen en temps réel des mesures de protection sociale effectué par la Banque mondiale et l'OIT montre que, début avril, 106 pays avaient mis en place ou adapté des mesures de protection sociale (Gentilini, Almenfi et Orton, 2020). La plupart ont opté pour des transferts monétaires. Toutefois, l'examen des exemples de politiques met en évidence une importante lacune: il y a bien des mesures de protection sociale associées à des plans de relance dans toutes les régions, mais pas en Afrique, où jusqu'à présent seuls quelques pays ont pu mettre en œuvre des programmes. Ce constat est préoccupant, sachant que c'est en Afrique, et plus particulièrement en Afrique sub-saharienne, que le niveau de prévalence de la sous-alimentation est le plus élevé au monde, comme l'a constaté la FAO. Selon un rapport de la Banque mondiale, l'Afrique subsaharienne connaîtra probablement sa première récession en 25 ans (Banque mondiale, 2020b). L'Afrique subira non seulement un ralentissement économique et des perturbations dans les chaînes de l'offre et de la demande, mais elle sera probablement aussi dans l'incapacité d'éviter une grave crise sanitaire, car la covid-19 commence à se propager dans la région (Commission économique pour l'Afrique [CEA] et Centre africain de politique commerciale [CAPC], 2020; The New York Times, 2020). Les dirigeants africains doivent être en état d'alerte et travailler ensemble sur des mesures de relance afin de garantir à leurs populations et aux autres régions en développement l'accès aux aliments. La communauté internationale doit se tenir prête à les soutenir.

N'oublions pas le long terme

Enfin et surtout, n'oublions pas le long terme. Nous ne savons pas quand se terminera l'ère de la covid-19. Les incertitudes qui pèsent sur l'avenir limiteront la fiabilité des prévisions, qui devront être fréquemment ajustées, et se traduiront par une reprise économique inégale selon les régions du monde. La fin de l'ère de la covid-19 dépendra non seulement des politiques de relance, mais également de la disponibilité d'un vaccin et de méthodes pour éviter de nouvelles flambées épidémiques, ainsi que d'un certain nombre d'autres réinventions économiques et sociétales.

Autant que possible, les mesures de relance qui visent à contrer les menaces pesant sur la disponibilité et l'accès aux aliments doivent être conçues de manière à renforcer la résilience des systèmes alimentaires afin de les prémunir contre les ralentissements et les fléchissements économiques.

L'année dernière, *l'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* soulignait également la nécessité d'élaborer des politiques à long terme (FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS, 2019). Après s'être remis des dégâts de la pandémie de covid-19, les pays devront faire des investissements judicieux s'ils traversent des périodes de prospérité économique, afin de réduire les vulnérabilités et les inégalités économiques. Ils devront renforcer leurs capacités de résistance aux chocs, maintenir leurs dépenses de santé et autres dépenses sociales, avoir recours à des instruments d'action publique pour créer des environnements alimentaires plus sains et se relever rapidement s'ils traversent de nouvelles turbulences économiques.

La résilience des systèmes alimentaires dépend de tout cela et il faut trouver un juste équilibre entre les politiques et les investissements, afin de réaliser une transformation structurelle qui soit également de nature à favoriser la réduction de la pauvreté et des inégalités au sein de la société. Ces recommandations en matière de politiques sont plus pertinentes que jamais si nous voulons atteindre l'ODD Faim zéro d'ici à 2030.

BIBLIOGRAPHIE

- Banque mondiale.** 2020a *How the World Bank Group is helping countries with COVID-19 (coronavirus)* [en ligne]. Washington. [Consulté le 23 avril 2020].
www.banquemondiale.org/fr/news/factsheet/2020/02/11/how-the-world-bank-group-is-helping-countries-with-covid-19-coronavirus
- Banque mondiale.** 2020b. *Africa's Pulse. An analysis of issues shaping Africa's economic future. Assessing the economic impact of COVID-19 and policy responses in sub-Saharan Africa.* Volume 21. Washington.
- Commission économique pour l'Afrique (CEA) et Centre africain de politique commerciale (CAPC).** 2020. *Trade Policies for Africa to Tackle Covid-19* [en ligne]. CEA, Addis Abeba [Consulté le 17 avril 2020].
www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/briefing_paper_on_trade_policies_for_africa_to_tackle_covid-19_290820.pdf
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).** 2020. *Coronavirus could cut global investment by 40%, new estimates show* [en ligne]. Genève. [Consulté le 17 avril 2020].
<https://unctad.org/en/pages/newsdetails.aspx?OriginalVersionID=2313>
- Conti, V., Cafiero, C., et Sánchez, M.V.** 2020. *Simulating rising undernourishment during the COVID-19 pandemic economic downturn.* Note technique. FAO, Rome (disponible en ligne, à l'adresse suivante: www.fao.org/documents/card/fr/c/ca8815en).
- Economist Intelligence Unit (EIU).** 2020. *COVID-19 to send almost all G20 countries into a recession* [en ligne]. [Consulté le 17 avril 2020]. www.eiu.com/n/covid-19-to-send-almost-all-g20-countries-into-a-recession
- FAO.** 2020a *COVID-19: Channels of transmission to food and agriculture.* Rome (disponible en ligne, à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.4060/ca8430en>).
- FAO.** 2020b. *Marchés agroalimentaires et politique commerciale au temps de la covid-19.* Rome (disponible en ligne, à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.4060/ca8446fr>).
- FAO.** 2020c. *Faire face aux effets de la flambée de covid-19 sur les chaînes de valeur alimentaires grâce à une logistique efficace.* Rome (disponible en ligne, à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.4060/ca8466fr>).
- FAO.** 2020d. *Les répercussions de la covid-19 sur l'accès des petits producteurs aux marchés.* Rome (disponible en ligne, à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.4060/ca8657fr>).
- FAO.** 2020e. *Quelles mesures face au risque que représente la covid-19 pour la chaîne d'approvisionnement alimentaire?* Rome (disponible en ligne, à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.4060/ca8388fr>).
- FAO.** 2020f. *Social protection and COVID-19 response in rural areas.* Rome (disponible en ligne, à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.4060/ca8561en>).
- FAO.** 2020g. *Maintenir une alimentation saine durant la pandémie de covid-19.* Rome (disponible en ligne, à l'adresse suivante: <https://doi.org/10.4060/ca8380fr>).
- FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS.** 2019. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde: Se prémunir contre les ralentissements et les fléchissements.* Rome (disponible en ligne, à l'adresse suivante: www.fao.org/3/ca5162fr/ca5162fr.pdf).

- Gentilini, U., Almenfi, M. et Orton, I. 2020. *Social Protection and Jobs Responses to covid-19: A Real-Time Review of Country Measures*. «Document évolutif» version 3 (3 avril 2020) [en ligne]. [Consulté le 17 avril 2020]. www.ugogentilini.net/wp-content/uploads/2020/04/Country-social-protection-COVID-responses_April3-1.pdf
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). 2020. *OECD updates G20 summit on outlook for global economy* [en ligne]. Genève. [Consulté le 17 avril 2020]. www.oecd.org/newsroom/oecd-updates-g20-summit-on-outlook-for-global-economy.htm
- Organisation internationale du travail (OIT). 2020. *Selon l'OIT, près de 25 millions d'emplois dans le monde pourraient être perdus à cause du COVID-19* [en ligne]. Genève. [Consulté le 17 avril 2020]. www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_738762/lang--fr/index.htm
- Organisation mondiale du commerce (OMC). 2020. *Trade set to plunge as COVID-19 pandemic upends global economy* [en ligne]. Genève. [Consulté le 24 avril 2020]. www.wto.org/english/news_e/pres20_e/pr855_e.htm
- Oxford Economics. 2020. *Global economic prospects: World GDP to fall 2.8% in 2020, exceeding financial crisis toll* [en ligne]. [Consulté le 24 avril 2020]. http://resources.oxfordeconomics.com/world-economic-prospects-executive-summary?interests_economic_topics=macroeconomics&interests_trending_topics=coronavirus
- The New York Times. 2020. *Africa Braces for Coronavirus, but Slowly* [en ligne]. New York. [Consulté le 17 avril 2020]. www.nytimes.com/2020/03/17/world/africa/coronavirus-africa-burkina-faso.html

REMERCIEMENTS

La présente note d'information a été rédigée par Marco V. Sánchez, Pedro Sousa et Valentina Conti de la Division de l'économie du développement agricole de la FAO.

Pour élaborer les estimations statistiques sur lesquelles repose l'analyse présentée dans ce document concernant les effets des réductions de la croissance du PIB sur l'approvisionnement alimentaire et la sous-alimentation, les auteurs ont travaillé en étroite collaboration avec Carlo Cafiero et Adeeba Ishaq, de la Division de la statistique de la FAO (ESS) et Giuseppe Maggio, de la Division de l'économie du développement agricole de la FAO (ESA). Les auteurs remercient Daniela Verona pour son appui à la conception et à l'édition.